

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/La-Gendarmerie-un-acteur-de-terrain-cle-dans-la-protection-environnementale.html>

Préservation des espaces naturels

La Gendarmerie, un acteur de terrain clé dans la protection environnementale

- Développement Durable en action -



Date de mise en ligne : mardi 10 avril 2012

Description :

La Gendarmerie nationale doit s'adapter à une inflation d'évolutions réglementaires nationales et internationales. Elle est amenée à gérer de nouveaux contentieux, à traiter des trafics transnationaux toujours plus diversifiés et à se former à une constante évolution des techniques.

Au moment où émerge une prise de conscience citoyenne nouvelle, avec au cœur des préoccupations collectives des problématiques environnementales et de santé publique, comment la Gendarmerie, en prise directe avec les territoires, intègre-t-elle ces évolutions sociétales dans ses missions ?

droits réservés

La Gendarmerie nationale doit s'adapter à une inflation d'évolutions réglementaires nationales et internationales. Elle est amenée à gérer de nouveaux contentieux, à traiter des trafics transnationaux toujours plus diversifiés, avec une constante évolution des techniques.

Au moment où émerge une prise de conscience citoyenne nouvelle, avec au coeur des préoccupations collectives des problématiques environnementales et de santé publique, comment la Gendarmerie nationale, en prise directe avec les territoires, intègre-t-elles ces nouveaux enjeux dans ses missions ?

Reflet de la prise en compte de ces évolutions sociétales, dans une recherche de mutualisation des compétences, la Gendarmerie investit dans un large programme de formation continue de son personnel en synergie avec des acteurs de terrain du DD.

Le gendarme, médiateur social de part la multiplicité de ses métiers et engagements quotidiens dans la société, entre prévention et répression, assure aussi un rôle pédagogique d'information et de sensibilisation sur des questions sanitaires et environnementales locales très concrètes et quotidiennes. De même, c'est par une responsabilisation précise et une vigilance citoyenne active que s'incarne cette nouvelle conscience écologique.

La Gendarmerie nationale est mobilisée dans la formation d'un millier de gendarmes et sous-officiers, sur des problématiques environnementales et de santé publique, en synergie avec le Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.



Cette formation des gendarmes est organisée par le **Centre National de Formation de la Police Judiciaire de la Gendarmerie (CNFPJ)**.



Ici en Forêt de Fontainebleau, en coopération avec l'[Office National des Forêts \(ONF\)](#) qui organisent des animations de sensibilisation à la Forêt à destination de jeunes et moins jeunes.

Un acteur engagé dans un projet local d'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) peut solliciter l'ONF pour l'organisation d'ateliers didactiques lors de sorties pédagogiques de groupes dans des espaces naturels protégés.

Pour que ce type d'initiatives se dupliquent plus largement, [ARENE Ile de France](#) met à disposition sur son site de nombreuses ressources (réseaux d'acteurs de l'EEDD). Téléchargeable gratuitement, des outils didactiques ludiques adaptés à différents publics. Des animations pouvant s'organiser en relais avec des lieux spécialisés dans l'accueil de rencontres pédagogiques Nature : Office National des Forêts, Bergerie nationale, Fermes pédagogiques...

L'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP).

Créé par décret n° 2004-612 du 24 juin 2004, l'OCLAESP a vocation à s'intéresser à l'ensemble du contentieux découlant des atteintes portées à l'environnement et à la santé publique.

Missions principales de l'OCLAESP



- ▶ Animer et coordonner les investigations de police judiciaire et assister les enquêteurs ainsi que tous les ministères intéressés,
- ▶ Observer et d'étudier les comportements les plus caractéristiques des auteurs et complices et de centraliser les informations ; participer dans ses domaines de compétences à des actions de formation et d'information,
- ▶ Traiter des demandes d'assistances internationales et nationales par le biais des canaux traditionnels et l'appartenance à différents réseaux.

Son organisation :

L'OCLAESP s'articule en deux divisions :

Une division « Investigations » qui regroupe les personnels en charge de l'animation, la coordination et l'assistance dans le cadre des enquêtes. Fonctionnant à l'image d'une section de recherches, elle s'organise autour des groupes « enquêtes criminelles Environnement », « enquêtes criminelles Santé publique » et « enquêtes techniques Amiante » ,

Une division « Appui » fonctionnant comme une cellule « état-major », est armée par les personnels en charge des missions d'observation et d'étude des comportements les plus caractéristiques des auteurs et complices, et de centralisation des informations afin de favoriser leur circulation. Elle comprend les groupes « Relations internationales », « Appui et Formation » et « Documentation et Analyse ».



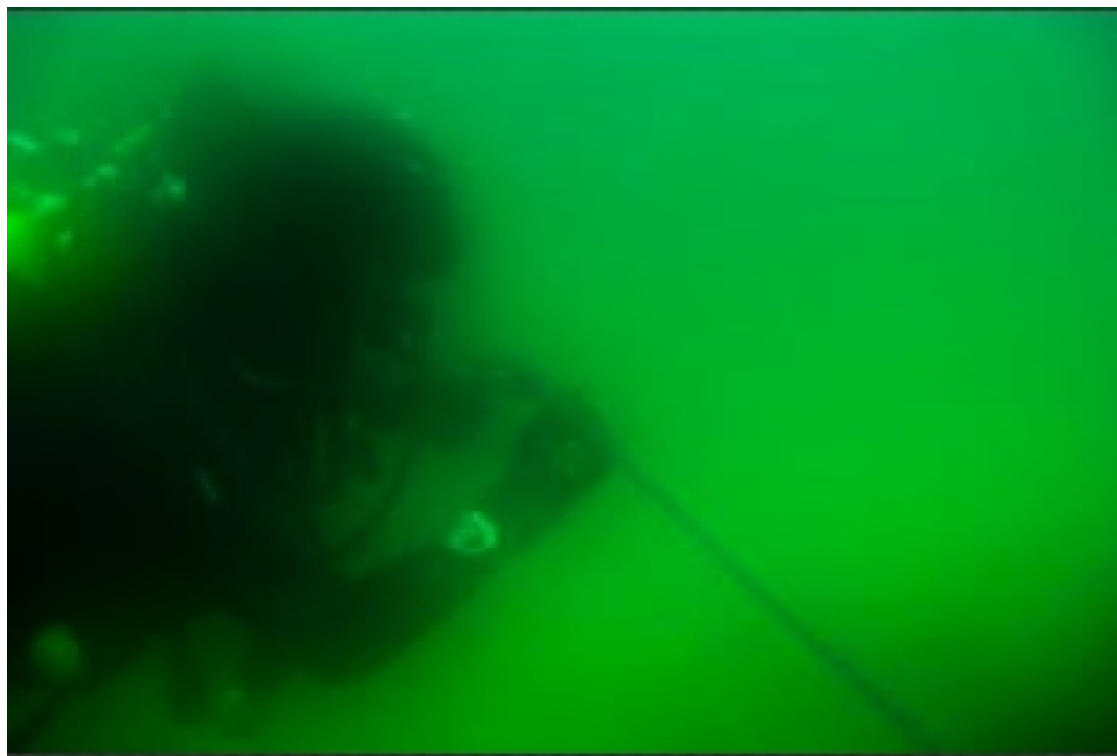
Les champs d'action :

Environnement : problématiques liées aux pollutions des éléments naturels (air, terre, eau), à la protection de la faune et de la flore (trafics d'espèces protégées ou réglementées), aux trafics de produits phytosanitaires ainsi qu'au trafic illicite des déchets.

Santé publique : problématiques liées aux déviances médicales ou paramédicales (exercice illégal des professions

de santé, infractions concernant les produits et les éléments du corps humain, trafics de médicaments), à la sécurité sanitaire ou alimentaire (consommations humaine et animale, marchandises falsifiées, bioterrorisme) ainsi qu'à la lutte contre le dopage.

Enquêtes techniques Amiante : avec pour double mission d'animer et de coordonner, à l'échelon national et au plan opérationnel, les investigations de police judiciaire relatives aux dossiers « amiante » traités par les groupes d'enquête régionaux, d'actualiser le fonds documentaire se rapportant à cette problématique et de favoriser la circulation de l'information entre les services d'enquête saisis.



Exemple de lien entre pollution environnementale et santé publique, la problématique des sols impactés par l'usage des médicaments, de produits de santé.

Contacts

CNFPJ (centre national de formation de la police judiciaire de la gendarmerie) :

[Adjudant Eric POTIN](#)

Co-organisation d'ateliers pédagogiques EEDD


ONF Centre d'initiation Forêt de Fontainebleau : Responsable Parc de la Faisanderie [François ROY](#)

▶ Tél : 01 64 22 72 59

[Nathalie RUSCITO Animatrice nature](#)

▶ Tél : 01 64 22 72 59

ARENE IDF - [Hélène Sanchez](#) Contact presse

 Tél. : 01 53 85 61 70

Contact presse, sources, crédits photo : ©Sirpa Gendarmerie

Post-scriptum :

"MALGRÉ LA BAISSÉ DES EFFECTIFS, LA CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE DE LA GENDARMERIE ET LA DENSITÉ DE SON MAILLAGE TERRITORIAL DOIVENT ÊTRE ABSOLUMENT PRÉSERVÉES"

Observations des Rapporteurs sur le Projet de loi de finances pour 2012.

"La gendarmerie nationale, comme les autres administrations de l'Etat, participe à l'effort de réduction des effectifs de la fonction publique, dans le cadre du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Ainsi, en 2012, 1 185 postes devraient être supprimés dans la gendarmerie.


Rappelons que, alors que la loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité intérieure (LOPSI) de 2002 avait fixé à 7 000 emplois les renforts nécessaires à la gendarmerie pour remplir ses missions, la gendarmerie s'est vue dotée de 6 050 emplois supplémentaires ces cinq dernières années.


Or, entre 2008 et 2011, environ 4 500 postes auront été supprimés dans la gendarmerie nationale et 2 000 postes devraient être supprimés sur les deux prochaines années (2012-2013).


L'évolution des effectifs de la gendarmerie (en ETP) entre 2008 et 2013 :


 2008 : - 965

 2009 : - 1 246

 2010 : - 1 303

 2011 : - 957


 2012 : - 1 033

 2013 : - 1 034

Ces dernières années, la réduction des effectifs de la gendarmerie a concerné en priorité les personnels des états-majors, affectés à des tâches de soutien ou encore les gendarmes situés en zone de police.

Par ailleurs, quinze escadrons [1] de gendarmerie mobile sur 123 ont été supprimés, dont huit chargés de la garde des centres de rétention administrative, qui ont été confiés à la police aux frontières, et 750 gendarmes issus de ces escadrons seront réaffectés dans les brigades territoriales des départements les plus touchés par la délinquance."

Il est enfin mentionné que la fermeture de quatre des huit écoles de la gendarmerie a conduit à une diminution de 450 postes.

 Source : [Site du SENAT](#)

 Plus d'infos sur : [Histoire de la gendarmerie](https://www.assoc-amazon.fr/e/ir?t=cordable-21&l=ur2&o=8)[https://www.assoc-amazon.fr/e/ir?t=cordable-21&l=ur2&o=8]

[1] Un escadron correspond à 70 hommes